

## **Campagne d'emploi et budget 2022 : le compte n'y est pas !** *(Communiqué intersyndical du 14 décembre 2021)*

Mercredi 15 décembre, le conseil d'administration de l'université doit se prononcer sur le budget et la campagne d'emploi 2022. Ces projets de budget et de campagne d'emploi sont mauvais et dangereux pour l'ensemble des personnels et les étudiant.e.s.

C'est ainsi que le budget, s'il devait être adopté, validerait une baisse de 10 % des crédits de fonctionnement des composantes d'enseignement et des services, ainsi qu'une baisse du financement de l'action sociale. Une mise en réserve supplémentaire de 10% est même programmée pour les composantes. La perte de capacités d'accueil qui va en résulter accroît le risque d'une sélection sociale des étudiants encore plus forte. Certes, la LPR améliore le régime indemnitaire de certaines catégories de personnels et apporte un peu d'argent aux laboratoires (10 % du très modeste soutien de base), mais cela ne compensera pas l'inflation et crée des inégalités supplémentaires entre personnels.

Pour ce qui est de la campagne d'emploi, le projet est tout aussi déplorable. Si on enregistre un léger frémissement sur les possibilités de résorption du décalage grade / fonction pour les BIATSS (16 possibilités au lieu de 5 l'an dernier, mais il y en a au moins 250 à traiter), le volume des réponses négatives ou des demandes de postes converties en CDD ou en gel est considérable tant pour les enseignants (-chercheurs) que pour les BIATSS. Pour les postes enseignants, les contractuels second degré passent de 8 en 2021 à 22 en 2022, quand les postes d'ATER diminuent de 33 à 25, ce qui est proprement calamiteux pour la recherche et le soutien aux doctorants. Le nombre de postes de PR ouverts au recrutement diminue (11 en 2022 contre 16 en 2021, 17 en 2020 et 24 en 2019) et celui des maîtres de conférences stagne grâce aux 8 postes créés dans le cadre de la réforme de la santé, sans quoi il passerait de 32 à 25. Pour les BIATSS, s'il y a 47 concours ouverts, les composantes labos et services se heurtent à 103 réponses négatives. Globalement le nombre de contractuels augmente encore (145 recrutements ou reconductions pour les BIATSS par exemple) et les embauches en catégorie C pour un travail qualifié se perpétuent. De plus on doit déplorer que l'université de Strasbourg soit particulièrement sous-dotée en termes de repyramidage des emplois d'enseignants-chercheurs (8 possibilités seulement quand d'autres universités de taille égale en ont deux ou trois fois plus).

Nous ne pouvons accepter de tels choix en matière d'emploi et de budget alors que la précarité se développe partout et que de nombreux services, composantes et laboratoires croulent sous les tâches et sont totalement débordés. L'épuisement de toutes et tous est au rendez-vous.

La situation n'est guère meilleure dans les organismes de recherche. Ainsi le CNRS perdra 90 ETPT et ne sera pas en capacité de recruter correctement en 2022 tandis que les investissements immobiliers sur le site de Meudon Bellevue sont supprimés. Ceci aura, entre autres, comme conséquence le déménagement forcé et la déstabilisation du service des concours de tout le CNRS, parmi les entités installées à Meudon!

**Nous vous appelons à manifester votre volonté d'un vrai changement de la politique de l'État et de celle de nos établissements en matière budgétaire, en vous rassemblant le 15 décembre à 13h 30 devant la Faculté de droit. Nous demanderons qu'une délégation soit reçue par le CA. Comme vous le savez (voir notre communiqué du 10 décembre), nous exigeons aussi l'exonération de la hausse des frais d'inscription pour tous les étudiants extra-communautaires.**

*Signatures : Alternative Étudiante Strasbourg, FO ESR 67, SES-CGT, SNASUB-FSU, SNCS-FSU, SNESUP-FSU, SNTRS-CGT, Sud Éducation Alsace, Solidaires étudiant.e.s Alsace, UNEF.*